Affaire Manirumva : Le procureur général du Burundi vient de lâcher une bombe

RFI, 05-04-2014BurundiÂ : le patron de l'Olucome dans le viseur du procureurLe 9 avril 2008, au Burundi, Ernest Manirumva, nÂ°2 dâ€™une organisation de lutte contre la corruption, lâ€™Olucome, Ã©tait assassinÃ© sauvagement Ã Bujum Les autoritÃ©s ont vite arrÃªtÃ© un homme dâ€™affaires, prÃ©sentÃ© comme le cerveau de ce crime et une dizaine de compli prÃ©sumÃ©s. MalgrÃ© leur condamnation, Bujumbura tente de se dÃ©pÃªtrer de cette affaire.Le FBI amÃ©ricain, qui avait participÃ© Ã lâ€™enquÃªte, avait recommandÃ© le prÃ©lÃ¨vement de lâ€™ADN de plusieurs hauts responsables de la Police Services secrets burundais, pour les comparer Ã des Ã©chantillons prÃ©levÃ©s sur les lieux du crime. Hier, le pouvoir a contre attaquÃ©, au cours dâ€™une confÃ©rence de presse du procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique.
Comme il le fait Ã chaque fois, le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique a tentÃ© de justifier pourquoi ces gÃ©nÃ©raux trÃ¨s influents nâ€™ont jamais Ã©tÃ© inquiÃ©tÃ©s. Â«Â Ce nâ€™est pas parce que untel dit ceci ou untel dit cela que le magistrat-in doit absolument prendre les choses comme une vÃ©ritÃ© de lâ€™EvangileÂ Â», a insistÃ© Valentin Bagorikunda, le procureur gÃ©nÃ©ral.La meilleure dÃ©fense, câ€™est lâ€™attaque, selon un cÃ©lÃ¨bre adage. Câ€™est donc Ã ce moment prÃ©cis qu ministÃ¨re public burundais a lÃ¢chÃ© sa bombe en annonÃ§ant officiellement quâ€™il avait Ã sa disposition Â«Â des Ã©lÃ©m preuveÂ Â» contre le prÃ©sident de lâ€™Olucome, Gabriel Rufyiri, principale figure de la lutte anti-corruption au Burundi et vÃ©ritable poil Ã gratter pour le rÃ©gime de Bujumbura, dans lâ€™assassinat de son nÂ°2, il y a cinq ans.Â« Intimidation Â», proteste la sociÃ©tÃ© civileStupeur dans les rangs de la presse et devant lâ€™insistance des journalistes, le procureur gÃ©nÃ© lÃ¢che : Â«Â Il ne faut pas que lâ€™instruction se passe Ã la radio. Quand lâ€™enquÃªte aura Ã©tÃ© clÃ´turÃ©e, les gens sau et quel est son intÃ©rÃªt dans cette affaire.Â Â»La sociÃ©tÃ© civile burundaise, qui dÃ©nonce depuis tout ce temps lâ€™arrest puis la condamnation de ceux quâ€™elle appelle des Â«Â boucs-Ã©missairesÂ Â», a rÃ©agi tout de suite par la bouche dâ€™u reprÃ©sentants, Pacifique Nininahazwe : Â«Â Je pense quâ€™ils ont inventÃ© ce moyen pour intimider le prÃ©sident de lâ€™O mais cela ne va pas marcher. Nous ne comptons pas abandonner par ces formes de diversion ou dâ€™intimidation.Â Â»Il appelle Ã manifester ce samedi contre lâ€™impunitÃ© au Burundi.